

UNA TRADIZIONE DI DIALOGO¹

HASSAN ABOUYOUB

Ambasciatore del Regno del Marocco in Italia

Les organisateurs m'ont donné un sujet que j'ai trouvé plein d'ironie, et je me suis dit de ne pas demander qu'on le change. Le sujet en italien est: «una tradizione di dialogo». Je vais parler en citoyen du monde, en faisant donc abstraction de mon identité souveraine héritée de ce qu'est l'Etat westphalien, qui a construit cette fiction devenue une référence, une norme institutionnelle pour la gestion du monopole légitime de la violence et qui fait que nous existons en tant qu'Etats. En transcendant tout cela, je vais essayer de traiter la question du dialogue dans la Méditerranée, du dialogue interméditerranéen.

Je commencerai par une anecdote. Je suis arrivé en Italie il y a un an, et immédiatement on m'a invité à un événement social caritatif à Gênes, pour un grand projet qui a été mené entre les deux rives de la Méditerranée par une grande organisation non gouvernementale connue, et qui essayait de combattre une maladie qui s'appelle la thalassémie. Le grand spécialiste de cette maladie m'a dit qu'elle était génétique et qu'elle n'existait qu'entre l'Italie, le Maroc et une toute petite partie de l'Algérie, avec quelques cas en Tunisie. Evidemment, lui ai-je dit, comment oublier que nous avons une histoire commune et que nous sommes cousins avec les Italiens depuis 2.500 ans, et même plus ? De même, il y a quelques années, j'étais à Paris, à l'Institut du Monde Arabe, avec des « frères » marocains de religion juive – religion qui, au Maroc, est respectée et fait partie de notre identité – pour écouter un éminent anthropologue intervenir sur le thème des maladies génétiques : j'ai découvert qu'en Afrique du Nord nous avons un potentiel de pathologies communes avec la communauté juive qui est absolument considérable. C'est évident, puisque la plus vieille tombe juive qu'on connaisse

¹ Testo trascritto dall'originale, non rivisto dall'autore.

en Europe a 2.300 ans d'âge et se trouve dans le sud berbère du Maroc. Ma langue maternelle, que je partage avec les Touaregs – nous parlons exactement la même langue, le tifinagh – est pleine de mots latins.

Evidemment, si je me mets à regarder mes souvenirs historiques, de la pax romana à l'Andalousie, je me dis que peut-être le dialogue existait, qu'il n'existe plus, et il n'existe plus depuis la guerre de Kippour et surtout la crise énergétique qui a complètement changé la vision arrogante qu'avait l'Europe d'elle-même. L'Europe de l'après-guerre, avec la croissance sans limites, l'Europe qui a trouvé la solution à tous les problèmes : l'informatique, la génétique, etc. Cette Europe s'est retrouvée tout à coup complètement désarmée, et de la dialectique de l'arrogance elle a tout de suite viré vers une dialectique de la peur. Et la peur a d'abord généré une inquiétude rationnelle, cartésienne, qui consistait à ouvrir un dialogue avec le sud – ce sud sauvage, colonisé, mal colonisé, dont on n'arrive toujours pas à gérer le patrimoine culturel et historique commun. L'Europe a toujours eu du mal à construire avec les gens de l'autre côté de la Méditerranée un projet commun, un espace de prospérité partagée et un espace de valeurs communes, alors que nos ancêtres ont admirablement construit cette société de l'acceptation de l'autre, de partage des valeurs communes, avec Averroès notamment. On se pose donc la question du pourquoi, pourquoi cette régression dans la Méditerranée, pourquoi cette difficulté du dialogue, pourquoi cette peur.

Il y a plusieurs raisons. Je remarque que la démographie est un indicateur puissant de la nature de l'espérance collective, de la manière avec laquelle on perçoit et on gère le bien commun, la res publica. La panne démographique de l'Europe, qui est contagieuse avec celle que nous vivons maintenant au sud, au nord de l'Afrique, est pour moi l'expression d'un doute et d'un manque de confiance à la fois dans le modèle démocratique et dans le modèle social qui a été construit après la guerre. On sait que lorsqu'il y a un doute, on n'est pas projeté sur le futur et on ne fait pas d'enfants. Le problème de cette démographie est qu'elle est la source principale de la croissance économique, avec le progrès technique. Toutes les études le démontrent. La projection de ces deux facteurs à l'horizon 2050 font craindre une grave décadence de l'Europe sur le plan économique, ainsi que sa régression dans la hiérarchie mondiale des puissances. C'est une réalité aujourd'hui évidente, parce que les géniteurs des vingt prochaines années auraient dû déjà naître. Le phénomène migratoire a donc une

dimension particulière et un impact considérable sur le dialogue, parce que nous sommes encore marqués par ce que le professeur Arkoun appelait la « mytho-histoire » et la « mytho-idéologie », c'est-à-dire la manière dont nous continuons d'interpréter les croisades, au Nord, et la manière avec laquelle nous mesurons « la menace » de l'Occident sur notre identité arabo-musulmane. Il y a là un vrai sujet qui n'a pas encore été traité.

Dans la sémantique et le lexique, on parle aujourd'hui de flux migratoires pour parler de quelque chose qui est d'abord une liberté naturelle. La liberté de circuler est une liberté consacrée, elle fait partie des droits de l'homme universels. Et pourtant, l'amender, la revoir sous tous ses aspects ne dérange personne du point de vue de la liberté. Aucune souveraineté n'a arrêté les flux migratoires, aucune nation n'a échappé à des flux migratoires importants. A la fin du XIXème siècle et au début du XXème siècle, l'Espagne, l'Italie, la Suède, la Norvège, le Danemark, etc., ont perdu entre 10 et 15% de leur population. Mais personne ne posait les problèmes que nous posons aujourd'hui par rapport à ces flux migratoires parce qu'ils étaient en général dans un espace identitaire homogène sur le plan religieux. Ces mouvements sont vus aujourd'hui de manière péjorative jusqu'à générer des politiques qui sont auto-pénalisantes. Schengen, qui est pour moi un des grands obstacles au dialogue, a généré pour la population maghrébine – en tout cas marocaine – des comportements assez extraordinaires : en France on a assisté, après la mise en vigueur de Schengen, à une croissance exponentielle du phénomène des naturalisations – on prend la citoyenneté française pour garantir la liberté de circuler. Jamais auparavant on n'a pensé à prendre la nationalité française, d'abord parce c'était pas bien – c'est d'abord un conflit d'identité : être Français et musulman n'est pas évident à gérer – et en même temps parce qu'on en n'a pas besoin : depuis des siècles nous circulons librement entre les deux espaces de la Méditerranée. Cette connotation péjorative de la migration et des flux migratoires a généré des concepts bizarres, comme celui de Nord-Sud : on n'est pas encore sorti de cette dialectique manichéenne Nord-Sud. Quand je suis en Sicile, en tant que Marocain, je suis beaucoup plus au sud que Casablanca en termes de gouvernance, de gestion urbaine. Une ville comme Rabat, en termes de propreté, est infiniment plus sophistiquée, plus ecofriendly, que ne l'est une ville comme Naples. Nous sommes donc dans des logiques absolument artificielles qui créent des confusions nombreuses et génèrent un espace de non-dialogue. Cet espace de non-dialogue a fait que jusqu'à présent, toutes

les politiques méditerranéennes ont échoué. Bien avant Barcelone, depuis le dialogue euro-arabe, puis avec Barcelone et l'Union pour la Méditerranée, on a conçu des projets par l'Europe et pour l'Europe, et on les a présentés comme à prendre ou à laisser à un espace dit « au sud », des pays qui n'ont pas vocation à partager le projet européen, à adhérer à l'Europe. En faisant cela, on prend le risque de mettre sur la table des projets qui n'ont aucun soutien populaire, qui n'intéressent personne : je n'ai pas vu un seul parlement européen ratifier l'accord qui a créé l'Union pour la Méditerranée, de même que je n'ai pas vu un seul « exercice démocratique » qui donne sa légitimité à cette approche (c'est une affaire de chancelleries). Malgré tous ces accords, et à cause de ce non-dialogue, nous ne sommes pas arrivés à avancer dans un conflit comme celui du Moyen-Orient – qui aujourd'hui devient un conflit de religions –, nous n'avons pas réussi à ouvrir une frontière entre des pays cousins et frères – Maroc et Algérie –, on n'a pas réussi à refermer complètement le dossier de Chypre et de la Turquie.

Il y a un vrai sujet qui nous interpelle, qui nous oblige peut-être à revoir notre syntaxe, notre sémantique, et probablement à revisiter tous nos paradigmes pour commencer à dialoguer. Et dialoguer, c'est accepter que des dogmes existent, que des identités existent, et créer une sorte de phénomène d'acceptation de l'autre, plus que faire dialoguer des dogmes, parce que personne jusqu'à présent n'a réussi à faire dialoguer les dogmes. On a réussi à coexister pacifiquement dans des espaces et dans des aires historiques passées, mais nous n'avons jamais réussi à transformer l'autre, nous l'avons accepté comme il est. Peut-être que si on faisait un effort sur nous-mêmes, on parlerait différemment d'immigration, on parlerait avec un vocabulaire différent, et on ne ferait pas de politiques intérieures sur des thématiques qui sont quasiment des amendements majeurs négatifs à des principes de droits humains universels.